

## AKTUELL

LOI SUR LA NATIONALITÉ

# Historiquement décevant

David Wagner

**Le projet de loi sur nationalité a enfin été adopté par le parlement. Mais au lieu d'une grande avancée historique, les député-e-s ont accouché d'un dispositif frileux et restrictif.**

C'est fait. Le projet de loi sur la nationalité, qui réforme la procédure de naturalisation et ouvre également la voie à la double nationalité, a été adopté par la Chambre des député-e-s ce mercredi. Mais le texte n'a finalement pas reçu la grande adhésion que ses auteurs espéraient il y a encore quelques années de cela. Non, le vote s'est déroulé de manière classique : majorité pour (CSV et LSAP) et opposition contre (DP, Gréng, ADR).

Ce projet de loi en demi-teinte ne pouvait satisfaire tout le monde. Pour l'ADR, qui a trouvé le filon en jouant

sur les inquiétudes identitaires de certain-e-s Luxembourgeois-e-s, la chose était entendue depuis belle lurette : pas question de « brader » le passeport luxembourgeois en introduisant la possibilité de conserver sa nationalité d'origine, comme dans bon nombre de pays. Ancien pourfendeur des « privilèges » des fonctionnaires, le parti de la droite populiste a résolument retourné sa veste, arguant pendant le débat à la Chambre, par la bouche du député Jacques-Yves Hencques, que les « immigrés » convoiteraient la nationalité luxembourgeoise pour pouvoir intégrer la fonction publique. Que bon nombre de ces « immigrés » soient nés sur le sol Luxembourgeois ne semble pas trop le perturber dans son argumentation.

Le DP et les Verts ont quant à eux rappelé leur opposition au pro-

jet de loi qu'ils avaient déjà rendue publique la semaine dernière lors d'une conférence de presse commune (voir woxx 975). Accusant le CSV de « conservatisme » et les socialistes de « manquer de courage », la députée libérale Colette Flesch, ensemble avec le vert Félix Braz, s'oppose à l'allongement de la durée de résidence de cinq à désormais sept ans ainsi qu'aux connaissances requises en matière de langue luxembourgeoise qu'ils jugent trop élevées. En fait, la loi exige désormais des candidat-e-s à la naturalisation d'atteindre un niveau A2 à l'oral et B1 au niveau de la compréhension, ce qui équivaut au niveau du cycle inférieur de l'enseignement secondaire.

Il est vrai que le texte contient finalement certaines avancées, notamment le caractère administratif de la procédure de naturalisation. Jusqu'à présent, c'était la Chambre elle-même qui accordait - à huis clos - la nationalité au cas par cas. En plus d'être arbitraire, cette procédure, qui avait donc force de loi, ne permettait aucun moyen de recours, contrairement à la nouvelle procédure. Ensuite, comme cela est de notoriété publique, la nouvelle loi ouvre enfin la porte à la double nationalité.

Mais les grandes avancées s'arrêtent là. Terre d'immigration, le Luxembourg n'aura pas encore de véritable droit du sol, une revendication portée haut et fort par un certain nombre d'organisations comme l'Asti ou le Clae. Sur ce point, et notamment à cause du CSV, le gouvernement n'a pas osé aller jusqu'au bout de la logique : le droit du sol n'est introduit que de manière très homéopathique, à savoir que la nationalité luxembourgeoise est accordée si un des parents est né sur le territoire luxembourgeois.

Reste que le vote de cette loi laisse un goût amer à celles et ceux qui en espéraient plus d'ouverture, notamment pour pallier à l'énorme déficit démocratique qui se creuse de jour en jour. Les restrictions introduites au niveau de la durée de résidence et des connaissances linguistiques et civiques donnent plutôt l'impression d'une société luxembourgeoise qui se recroqueville un peu plus sur elle-même. Si les socialistes voulaient faire de cette loi une avancée historique de leur bilan gouvernemental, c'est raté.

STATEC

# Un rapport peut en cacher un autre

Raymond Klein

**Après avoir proposé de sacrifier l'index sur l'autel de la compétitivité, le Statec étudie la pauvreté et la cohésion sociale.**

Le Statec n'est-il qu'une machine à légitimer les politiques social-libérales des gouvernements luxembourgeois des 30 dernières années ? C'est ce qu'on aurait pu croire après la présentation, la semaine dernière, du « Bilan compétitivité 2008 ». En plein débat pré-électoral sur la réintroduction de l'indexation des salaires, le service statistique de l'Etat apporte de l'eau au moulin du lobby « anti-index ». Comme l'indique le titre du bilan, « Plus de compétitivité pour plus de pouvoir d'achat », l'argumentation repose sur la théorie de la demande : il faut d'abord comprimer les coûts, pour ensuite pouvoir redistribuer les bénéfices - si tout se passe bien.

Or la compression des coûts opé-

rée par la tripartite de 2006 ne semble pas avoir été suffisante. L'expert français Lionel Fontagné recommande de « proroger les décisions de la tripartite ». On pourrait croire que la pire hausse est passée et qu'on devrait donc revenir au mécanisme normal. Mais : « Si l'accord n'était pas prolongé, des hausses successives de salaires seraient à prévoir alors que le pic d'inflation est passé et que les pays concurrents sont revenus à des niveaux d'inflation autour de l'objectif des 2 % ».

Pourtant le tableau de bord établi dans le cadre du « bilan compétitivité » met en évidence des faiblesses dans d'autres catégories : sur les 27 pays de l'Union, le Luxembourg se classe 12e en matière d'éducation, 17e pour l'emploi et 20e seulement pour l'environnement. Au classement global, le pays figure à la 9e place, et n'a donc rien d'un cancre. Enfin, dans le

domaine où le Statec exige des efforts particuliers, celui de la productivité et du coût du travail, le Luxembourg fait presque figure de crack avec sa 6e place. Mais pour le moment, la crise financière, qui est aussi une crise de l'idéologie libérale, ne semble pas remettre en question les mécanismes de la « pensée unique ».

Pourtant le Statec ne travaille pas que sur la compétitivité - et donc, selon sa vision du monde, sur « l'origine structurelle et durable de la croissance et de l'emploi et donc des revenus ». Ce mercredi, le service statistique a présenté son rapport « Travail et cohésion sociale 2008 ». Et si la réalité des chiffres de la compétitivité fait apparaître les plaintes du patronat comme grossièrement exagérées, les statistiques en matière sociale n'étaient pas pour autant le catastrophisme affiché par une partie de la gauche. Certes, la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée brute est en recul depuis le début de la décennie au bénéfice de celle des revenus du capital, mais il ne s'agit que de quelques points de pourcentage. Quant au coefficient de Gini, qui mesure les inégalités de revenu, il apparaît comme stable à un niveau honorable en comparaison internationale.

Le rapport étudie aussi le phénomène de la pauvreté, un domaine de

recherche prometteur pour la décennie à venir. Les auteur-e-s reviennent notamment sur le constat du Conseil économique et social : le RMG et même le salaire minimum se situent en-dessous du seuil de pauvreté relatif. Mais ils et elles ne se prononcent pas sur l'opportunité de relever ces minimas. L'exploration de définitions alternatives de la pauvreté les conduit à analyser les conséquences d'un seuil relatif aux dépenses et non aux revenus. Si l'on considère comme pauvres les personnes dépensant moins de 60 % de la dépense médiane, on arrive à un taux de pauvreté plus élevé : 18,3 %, contre 13,5 avec le modèle « revenu ». Par contre, le seuil descend à 1.195 euros, pratiquement au niveau du RMG. Enfin, le Statec a fait le calcul du « Eckregelsatz », le minimum de subsistance établi par l'Etat allemand. Là, on retombe vertigineusement à une valeur de 540 euros, commentée ainsi : « Il semble se confirmer que la méthode allemande aboutit à des minima sociaux extrêmement bas. » S'agit-il de montrer l'excellence de l'Etat-providence luxembourgeois ? Ou bien de donner des idées aux détracteurs du « hamac social » ?

www.statec.lu

## SHORT NEWS

## Chancengleichheit out?

Immer dann wenn Neuwahlen anstehen, tauchen Gerüchte auf, wonach das Chancengleichheitsministerium abgeschafft werden soll. Bislang hat sich diese Urban Legend nicht bewahrheitet, allerdings sind im Vorfeld der für 2009 anstehenden Parlamentswahlen die Zeichen doch etwas deutlicher. In Insiderkreisen spricht man davon, dass das Ressort Chancengleichheit zwischen Frauen und Männern zwar nicht komplett eliminiert, aber zur Dienststelle innerhalb eines anderen Ministeriums degradiert werden könnte. Solche Prognosen gehen natürlich von der Prämisse aus, dass die CSV auch in der nächsten Regierung wieder die Hauptrolle spielen wird. Zusätzlich könnte die Tatsache, dass bei den nächsten Wahlen von der Mehrzahl der Parteien endlich getrennte Listen für National- und Europawahlen präsentiert werden, auch ihren Impakt auf die Existenz des Chancengleichheitsministeriums haben: Wie zu vernehmen war, soll dessen derzeitige Chefin Marie-Josée Jacobs CSV-intern als Kandidatin fürs Europaparlament im Gespräch sein. Ob das nun die willkommene Gelegenheit für den konservativen CSV-Flügel wäre, das ungeliebte Ministerium abzuschaffen, oder ob mangels eigener Ersatzkandidatin lieber das Ministerium abgeschafft wird, um es nicht dem Juniorpartner zu überlassen, entzieht sich unserer Kenntnis.

## L'art au féminin

Les hommes n'ont pas le monopole de la création artistique. Ce qui semble une évidence, ne l'est peut-être pas encore en ce 21e siècle. C'est à cet effet que le « Centre d'information et de documentation-femmes » (Cid-femmes) a présenté cette semaine son projet KeK (« Kinder entdecken Künstlerinnen »). En fait, le projet est en élaboration depuis l'an 2000 sous la houlette du Cid-femmes en collaboration avec des enseignant-e-s et des artistes luxembourgeois-e-s. Les enseignant-e-s du primaire obtiendront ainsi un livre regroupant les principales artistes féminines de l'histoire du monde. Ce second ouvrage fait suite à une première publication parue en 2006 et présentant aux élèves les compositrices. Pour le Cid-femmes, ainsi que pour le ministère de l'Education nationale, il s'agit surtout de donner des exemples féminins aux jeunes filles afin de les encourager à devenir un jour elles aussi des créatrices. D'autre part, le cours s'adresse également à leurs congénères masculins. Histoire d'étouffer à temps le petit macho qui sommeille en chacun d'eux.

woxx@home

## Digital homeless

Das Zauberwort der Computerindustrie um neue Geräte zu verkaufen lautet „Digital Nomad“. Die Idee, vor Jahren lanciert, ist erst seit kurzem technisch umgesetzt: Man kann an jedem - „zivilisierten“ - Ort der Erde seine Korrespondenz erledigen, kreativ arbeiten oder einfach nur surfen. Doch was passiert, wenn der digitale Untersatz des Nomaden ausfällt? Redakteur R., der alle Informationen auf seinem silberglänzenden Profi-Laptop zentralisiert hatte, musste wochenlang „ohne feste Tastatur unter den Fingern“ leben. Als echter Freak weigerte er sich, auf die Schnelle ein „veraltetes Design“ anzuschaffen - und die „neue Generation“ war nicht lieferbar. Lieber squattete R. deshalb als digitaler Obdachloser „bei Freunden“ in PC- oder Mac-Hütten. Und träumte von einem Palast. Doch vor ein paar Tagen hieß es: „Ihr könnt mir wieder mailen.“ Nun wissen wir, dass er sein „Palästchen“ hat: ein „MSI Wind“ von gerade mal 26 auf 18 Zentimetern, ideal für den trendigen Nomaden. Und warum der Kollege es uns nicht zeigen mochte: Das gute Stück war nur in scheußlichem Pastell-Pink lieferbar.

## AKTUELL

## FRONTALIERS

## Pour une vraie Grande Région

Luc Caregari

**Les frontaliers sont convoités de toutes parts. Les uns veulent les faire voter lors des élections sociales, les autres veulent les faire payer.**

12.000 adhérent-e-s parmi les frontaliers. Le chiffre lâché par Jean-Claude Reding, le président du syndicat OGBL, est impressionnant. « Avec cela, nous dépassons de loin les taux de syndicalisation normaux de la France », rappelle-t-il, non sans fierté, lors de la conférence de presse donnée en début de semaine à l'occasion de la présentation d'un nouveau catalogue de revendications pour les travailleurs frontaliers.

L'OGBL - comme le LCGB d'ailleurs aussi - entretient des antennes en Lorraine depuis un certain nombre d'années, où les salarié-e-s français-es peuvent chercher conseil et aide en cas de litige avec le patronat ou l'administration. La problématique est assez vaste, car de nombreuses personnes se sentent un peu perdues face aux nombreuses spécificités qu'apporte le fait d'habiter derrière une frontière, mais de bosser de l'autre côté. Vu que certains patrons préfèrent profiter de ce flou pour exploiter ou berner leurs employé-e-s, le taux de syndicalisation n'étonne guère. Mais ce n'est pas seulement le patronat qui essaie de faire des économies sur le dos des frontaliers, le gouvernement luxembourgeois triche aussi. « Une de nos principales revendications est que le système des chèques services soit étendu aux frontaliers. Refuser de donner un chèque à un employé qui dit mettre son enfant à la crèche pour travailler à plein temps en fonction de son origine est inadmissible et constitue pour nous une discrimination, surtout parce que ces gens paient leurs impôts ici », s'énervent Reding et demande aux gouvernements français et luxembourgeois de trouver un accord en la matière. Un autre point sensible sont les congés politiques non accordés aux élu-e-s lorrain-e-s parmi les frontaliers. Vu qu'ils ne travaillent pas dans le pays dans lequel ils exercent leur mandat, ils ne peuvent pas demander leur heures de congé nécessaires pour satisfaire aux demandes de leurs électeurs. Là aussi, une concertation intergouvernementale s'imposait. Tout comme c'est le cas avec les certificats d'invali-

dité qui ne sont pas délivrés selon les mêmes critères dans les deux pays. Cela peut dans certains cas aboutir à des situations précaires pour les accidenté-e-s du travail. « S'ils peuvent se mettre d'accord pour coller des prunes à des frontaliers, un accord commun sur le social n'est pas impossible », estime Philippe Manenti, le président de la section des frontaliers français de l'OGBL. Le catalogue des revendications, fort d'une quarantaine de pages, évoque d'autres problématiques comme celles de la précarité dans l'emploi temporaire qui risque de s'accroître ou encore la retraite anticipée des travailleurs à 57 ans pour frontaliers français.

En bref, le thème est vaste et souligne encore plus l'importance de l'apport des frontaliers à notre marché de travail et notre économie nationale. Si la conférence de presse de l'OGBL a certes fait partie de sa campagne pour les élections sociales, elle aura aussi contribué à sensibiliser le public luxembourgeois aux problèmes des frontaliers. Pourtant, il nous reste assez de compatriotes qui se refusent à considérer les liens qui nous attachent aux frontaliers et qui réclament une « vignette » pour les frontaliers de ... 75 euros par mois. Pourquoi cela ? A cause des autoroutes trop encombrées par les 106 et R5 rouillées qui y circulent chaque matin et ne contribuent pas au bien-être des conducteurs de grosses cylindrées. A noter que cette vignette ne vaudrait pas seulement pour les autoroutes mais pour toutes les routes. Les arguments pseudo-écologiques de cette initiative fleurant bon le chauvinisme à la luxembourgeoise ne tromperont personne : sinon ils se seraient appuyés sur un transport public plus efficace. Car si les correspondances étaient meilleures, une grande partie d'entre eux ne serait pas forcée de prendre la voiture. A noter aussi que l'OGBL n'a pipé mot sur cette initiative, ni sur l'état catastrophique de certains transports en commun transfrontaliers. Le seul à avoir réagi jusqu'à présent est Thierry Nothum, le président de la Confédération du commerce, qui dans un éditorial pour « clic connect » s'est indigné contre cette initiative, affirmant même en avoir honte. Normal, 46 pour cent des employé-e-s du commerce sont frontaliers.